



SÉMINAIRE « ALLONS-NOUS ABANDONNER L'AFGHANISTAN ? »

Sénat – Salle Clemenceau
Jeudi 16 janvier 2020

Le jeudi 16 janvier 2020, de 9h30 à 13h15, s'est tenu, au Palais du Luxembourg, un séminaire intitulé « *Allons-nous abandonner l'Afghanistan ?* », à l'initiative du sénateur Jean-Louis Tourenne, président du groupe interparlementaire d'amitié France-Afghanistan, en présence de Mme Gisèle Jourda, membre du groupe d'amitié.

I.- Présentation du séminaire

Le séminaire a réuni les principales **organisations non gouvernementales (ONG) françaises présentes en Afghanistan** : Action contre la faim, Acted, Afrane, Amitié mères afghanes, Dara Afghanistan, La Chaîne de l'espoir, Mères pour la paix et Première urgence.

Étaient également présents des représentants d'**associations d'aide à l'Afghanistan implantées en France** : Afghanistan Libre, le Centre d'études et de recherche sur l'Afghanistan (Ceredaf), le Club France-Afghanistan, Kolbaih Dost et Enfants d'Afghanistan et d'ailleurs.

Ont également répondu à l'invitation les représentants institutionnels suivants :

- **pour le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)** : Mme Tatiana Nagorna, chargée du dossier Afghanistan, M. Damien Syed, sous-directeur de l'Asie méridionale, M. Axel Berengier, chargé des questions patrimoniales, M. Olivier Huynh Van, conseiller de coopération culturelle à l'ambassade de France en Afghanistan, et M. Philippe Marquis, directeur de la Délégation archéologique française en Afghanistan (DAFA) ;

- **pour l'Agence française de développement (AFD)** : Mme Marie Bjornson-Langen, directrice adjointe du département Orient, et Mme Claire Jeanteur, chargée de l'Afghanistan.

Enfin, diverses personnalités liées à l'Afghanistan au titre de leurs fonctions, présentes ou passées, participaient au séminaire.

S.E. M. l'ambassadeur d'Afghanistan en France, M. Abdel-Ellah Sediqi, a prononcé l'allocution d'ouverture.

M. Karim Pakzad, chercheur à l'Institut de recherches internationales et stratégiques (IRIS), a ensuite présenté un point de situation sur l'Afghanistan.

Les débats se sont déroulés en deux parties :

– la première était spécifiquement consacrée aux risques que fait peser le désengagement de la communauté internationale sur l'avenir de l'Afghanistan et l'action des ONG dans ce pays ;

– la seconde portait sur les perspectives de la coopération culturelle franco-afghane.

Plusieurs constats et axes de travail ont émergé des échanges.

II.- L'Afghanistan, un pays éloigné mais historiquement proche de la France

Les ONG présentes en Afghanistan et, plus largement, tous ceux qui, en France, s'intéressent à ce pays, ont récemment exprimé des inquiétudes quant au désengagement de la communauté internationale. L'intérêt des grandes puissances et des bailleurs – et plus particulièrement des autorités françaises – pour ce pays semble s'être émoussé.

Au mois de juillet 2019, les députés Frédérique Dumas et Aurélien Pradié ont publié une lettre ouverte au Président de la République française, au Président du Conseil européen et au Haut-représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité dans laquelle ils se sont inquiétés des conséquences sur les droits des femmes, des

discussions engagées par les États-Unis avec les talibans.

En organisant ce séminaire, sous un intitulé suscitant le débat, le président Tourenne a souhaité que ces inquiétudes puissent être exprimées, dans un dialogue avec les représentants des autorités françaises, mais aussi que les moyens de renforcer nos relations avec ce pays, notamment sur le plan culturel, soient explorés.



Plusieurs participants ont confirmé que pour le public français, l'Afghanistan semble « sorti des radars », comme en témoignent les résultats décevants des campagnes de don. Plusieurs raisons ont été identifiées par les participants : un conflit qui s'éternise depuis 2001, prolongeant un état de guerre qui règne en Afghanistan depuis quarante ans, ainsi que l'émergence d'autres urgences en Syrie, en Irak, voire au Sahel et en Libye, ayant relégué l'Afghanistan dans la pénombre.

Or, penser que l'Afghanistan est un pays lointain dont la situation serait sans incidence sur la France serait une erreur. Ce qui s'y passe intéresse au contraire directement notre pays, que ce soit au plan sécuritaire (avec les foyers jihadistes, qui se maintiennent dans le pays), au plan géostratégique (avec l'action de la Russie, qui cherche à capitaliser sur un éventuel échec de l'OTAN) ou au plan social et culturel (avec les liens historiques tissés entre la France et l'Afghanistan et, plus récemment, l'arrivée d'une communauté importante de demandeurs d'asile en France).

C'est pourquoi, il est essentiel de ramener l'Afghanistan sur le devant de la scène, en réactivant ou en nourrissant ces liens anciens.

III.- Nuancer la perception de la situation en Afghanistan

Si la situation de l'Afghanistan est grave, elle n'est pas désespérée. Il convient ainsi de nuancer le tableau très sombre dressé par les médias en Occident, en soulignant les progrès incontestables réalisés sur le plan sanitaire et

social, et les réussites telles que l'Institut médical français pour l'enfant (IMFE) de Kaboul.

L'éducation et la santé des enfants constituent deux des principaux domaines de progrès depuis la chute des talibans, en 2001, notamment grâce au travail des ONG. Ainsi la scolarisation des filles a considérablement progressé, particulièrement en zone rurale – même si 3,7 millions d'enfants ne vont pas à l'école, dont 60 % de filles. Quant à la mortalité infantile, 25 % des enfants mouraient avant l'âge de cinq ans dans les années 2000, contre 6,2 % aujourd'hui.

L'Afghanistan continue à souffrir de graves problèmes sanitaires. C'est l'un des trois pays au monde où la poliomyélite n'a pas été éradiquée. La santé mentale, héritage de plusieurs décennies de conflit, appelle aussi un effort particulier.

Au chapitre des réussites relatives, il faut également mentionner l'existence d'une presse libre sans équivalent dans la région, qui a contribué à l'émergence d'une société civile et d'une conscience nationale afghanes, au-delà des divisions ethniques et confessionnelles.

La corruption, très souvent mise en avant par les observateurs, est réelle mais ne doit pas être surestimée : elle n'est pas de nature, par exemple, à remettre en cause les projets humanitaires engagés par les ONG ou le gouvernement français.

Sur le plan sécuritaire, les analyses ont été plus contrastées. La prise de pouvoir des talibans, maintes fois annoncée, n'a pas eu lieu et l'armée nationale (ANSF) ne s'est pas désagrégée, malgré des affaires de corruption retentissantes. La grande offensive de printemps annoncée chaque année par les talibans est en général d'ampleur assez limitée. Enfin, l'emprise des seigneurs de la guerre ne doit pas être surestimée, notamment au regard de leurs résultats électoraux. En revanche, les talibans sont dominants dans certaines parties du territoire, contrôlant environ 10 % des districts. Les attentats contre les civils restent fréquents et l'insécurité quotidienne une réalité dans la plupart des régions.

La situation se caractérise donc par une double impasse, où aucun des deux acteurs en présence sur le terrain – le gouvernement afghan et les talibans – n'est en mesure de remporter un avantage décisif. Quant aux États-Unis, ils ont engagé des négociations directes avec les talibans dans le but de se retirer au plus vite. Le gouvernement afghan n'y a été associé que de manière partielle, et

dans un second temps, mais les derniers développements semblent positifs.



Zones contrôlées par les talibans (juin 2019)

Sur le plan institutionnel également, le constat est mitigé : si l'élection présidentielle s'est déroulée sans incident majeur, et bien que l'Afghanistan possède un parlement et des institutions qui fonctionnent, la légitimité du président élu est affaiblie par la très faible participation. Les résultats définitifs de l'élection n'ont toujours pas été publiés, alors que le président sortant Ashraf Ghani revendique une victoire au premier tour avec plus de 50 % des suffrages. Cette situation fait suite à un mandat où le pouvoir exécutif a été partagé entre M. Ghani et son challenger en 2014, Abdullah Abdullah, au prix d'une révision de la Constitution non entérinée par un référendum : c'est là le signe d'une certaine fragilité des institutions.

IV. Renforcer le soutien aux ONG, vecteur essentiel de la présence française et de son action en Afghanistan

Les ONG sont le principal relais de la présence française dans le pays. L'Afghanistan est, historiquement, une expérience fondatrice pour le mouvement humanitaire français, avec notamment les « french doctors » de Médecins sans frontières ou des associations telles qu'Afrane, créée en 1980. Cette présence se distingue justement par un fort enracinement de terrain et une véritable proximité avec le peuple afghan. Or, le soutien politique et financier en reflux a, ces dernières années, contraint certaines ONG, notamment Madera et Solidarités International, à cesser leurs activités en Afghanistan,

Ce retrait a eu pour conséquence la fin de pans entiers de l'action française dans le pays, notamment l'agriculture. D'autres associations se sont éloignées du terrain : elles se sont "bunkerisées", pour reprendre l'expression d'un participant.

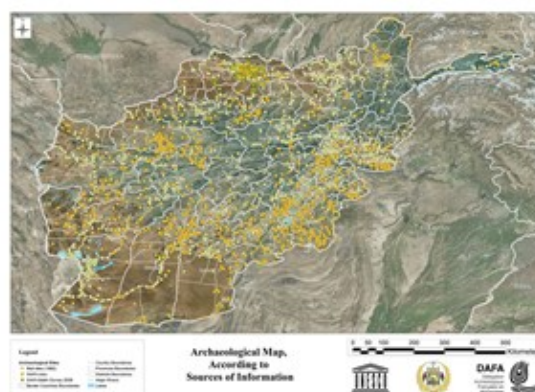
De plus, le Traité d'amitié signé en 2012 entre la France et l'Afghanistan, conçu au moment du retrait des troupes françaises combattantes pour prolonger la coopération franco-afghane, a eu, pour le moment, des résultats très décevants.

Les ONG souhaiteraient donc davantage de continuité dans l'aide apportée par les autorités françaises. Nombre de bailleurs, qui avaient avant tout investi dans l'aide d'urgence, se sont détournés de l'Afghanistan alors que le conflit s'éternisait. Il convient désormais d'apporter un soutien pérenne aux programmes en cours dans le pays, de faciliter leur passage à l'échelle supérieure et de basculer de l'urgence vers le développement. C'est d'autant plus envisageable que les besoins financiers sont relativement modestes : on peut faire beaucoup avec peu de fonds en Afghanistan.

De manière plus conjoncturelle, les ONG demandent également que leurs relations avec les autorités afghanes soient facilitées, leur action rencontrant parfois des obstacles de nature administrative.

V. Relancer l'intérêt pour l'Afghanistan en France, notamment grâce à la coopération culturelle

Malgré des moyens limités, la coopération culturelle franco-afghane continue à vivre. En Afghanistan, elle est portée par la DAFA, qui a récemment établi, en coopération avec les autorités afghanes, une carte archéologique du pays. La direction prépare, en 2021, un colloque sur le thème « Patrimoine afghan, patrimoine universel » sous le patronage du Président de la République.



Carte archéologique de l'Afghanistan réalisée par la DAFA

Deuxième vecteur de la présence culturelle française en Afghanistan, l'Institut français poursuit ses activités, malgré un attentat en 2014. Le nombre de bourses accordées à des étudiants afghans pour poursuivre leurs études en France n'a pas été réduit, et leur niveau s'est même élevé : des bourses de master et de doctorat sont désormais délivrées.

Autre volet de l'action française en Afghanistan : l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit (Aliph). Lancée en 2016 par la France et les Emirats arabes unis, elle finance trois projets dans le pays : la restauration du minaret de Djâm, chef-d'œuvre d'art islamique menacé d'écroulement, un projet de restauration du patrimoine bâti bouddhique et une action de protection du patrimoine immatériel.

Ces projets, ainsi que l'on fait valoir plusieurs intervenants, ont une dimension éminemment politique : valoriser le patrimoine culturel et archéologique afghan, islamique et pré-islamique, est en effet également un moyen de lutter contre l'extrémisme et l'obscurantisme.

Ces actions institutionnelles trouvent un pendant en France, avec un projet de portail numérique porté par le MEAE et hébergé par le ministère de la Culture. Consacré aux grands sites archéologiques afghans, il sera accessible dans la langue nationale afghane, le dari.

Deuxième action d'envergure, un projet de centre culturel afghan à Paris, porté par M. Reza Jafari. À travers l'organisation de concerts et d'événements culturels, il présenterait au public français les richesses de la culture afghane, qui reste assez méconnue, dans tous ses aspects, notamment musicaux.

Conclusion

Le président Jean-Louis Tourenne a salué en conclusion l'engagement de tous les participants qui témoignent de l'intérêt constant de la France pour l'Afghanistan et d'une volonté commune de faire évoluer l'image de ce pays en France.

Il a formé le vœu que les ONG soient portées par un véritable soutien politique, et que la coopération culturelle soit un facteur de rapprochement entre la France et les réfugiés afghans, notamment à travers le projet de centre culturel afghan à Paris.

Il a enfin appelé tous les acteurs de la relation franco-afghane à se mobiliser ensemble pour marquer dignement le centenaire de l'amitié entre nos deux pays, en 2022.

Composition de la délégation



M. Jean-Louis TOURENNE
Président du groupe d'amitié
Sénateur d'Ille-et-Vilaine
(Socialiste et républicain)



Mme Gisèle JOURDA
Membre du groupe d'amitié
Sénatrice de l'Aude
(Socialiste et républicain)

Composition du groupe d'amitié : http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_648.html